

**Comité Social d'Administration Local  
de la DINR  
du 30 mars 2026**

Monsieur le Président,

Cette nouvelle convocation d'instance de situation des emplois pour 2026, conduit malheureusement à une décision politique qui enterre un peu plus une DGFIP exsangue. Comment déshabiller pierre pour habiller Paul.

Au plan national, des missions prioritaires sont identifiées, au détriment d'autres missions qui restent tout aussi importantes, mais que l'on sacrifie, puisqu'au lieu de recruter nous restons sur des effectifs constants voire diminués.

Le combo diminution d'emplois et emplois non pourvus est inacceptable. Les économies réalisées s'effectuent au détriment des agents et de leur condition de vie au travail. Leur santé et leur vie ne sont pas négociables.

Les emplois vacants sont une politique délibérée de notre administration et non d'aléas extérieurs, mais ils sont aussi les suppressions d'emplois de demain.

Nous ne sommes plus à l'os mais plutôt à la moelle. Les incidents se multiplient et se répercutent aussi sur les contribuables. Entre autres les difficultés de l'illectronisme par une dématérialisation totale et, plus grave, le vol des données personnelles et sensibles. L'image de la DGFIP se voit de plus en plus ternie.

Les conditions de vie au travail s'en retrouvent de plus en plus dégradées. Nombre d'agents en souffre, avec pour seule réponse la dégradation des prises en charge médicale. Journée de carence non prise en charge, baisse de la prise en charge des congés de maladie, discussion sur les modalités d'attribution du temps partiel thérapeutique...

L'obscurantisme consistant à casser le thermomètre ne guérit pas de la maladie.

Le remplacement du TAGERFIP par un nouvel outil ne fait que conduire à une défiance légitime. Alors que les problèmes se multiplient et que les décisions prises ne peuvent les résoudre voire les augmentent, changer un tel outil qui prend la mesure de ces faits, n'était pas la bonne démarche à adopter.

Nous constatons que pour l'instant les Directions Nationales sont les moins impactées par les baisses d'emplois, mais pour combien de temps encore.

Solidaires Finances Publiques boycotte cette instance car il est grand temps que la DGFIP se préoccupe de la dette humaine qu'elle creuse ainsi en toute connaissance de cause !